Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES DEUX-SEVRES

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER DELIVREE A

M. PASQUAY Ludovic
1 rue de Beaulieu
79110 LOUBILLE

Direction départementale des territoires
Service Agriculture et Territoires
Bureau Aménagement rural et politique foncière

Dossier suivi par :
Françoise BEAUGET

Le Préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-11, R 313-1 à R 313-2, et R 331-2 à R331-12 du Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu le décret n° 99-731 du 26 août 1999 modifiant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

Vu le décret N° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence applicables aux productions hors-sol, modifié par l'arrêté du 21 février 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2006 créant une section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mai 2012 établissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles du Département des Deux-Sèvres (SDDSA) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 nommant les membres de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-104-0001 du 14 avril 2015 portant délégation de signature à Monsieur Alain JACOBSOONE, Directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2015 portant subdélégation de signature ;

Vu la requête présentée le 27 juillet 2015 par M. PASQUAY Ludovic dont le siège d'exploitation est situé sur la commune de LOUBILLE;

Vu l'avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture en date du 1er septembre 2015 ;

Considérant que M. PASQUAY Ludovic exploite 12,56 ha ;

Considérant que le SDDSA présente, en son article 4, des rangs de priorité hiérarchisant les demandes d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que M. PASQUAY Ludovic a sollicité l'autorisation de mettre en outre en valeur 24,22 ha situés à CHERIGNE, et précédemment exploités par M. RENAULT Emile, qui prend sa retraite courant septembre 2015 ;

Considérant que M. PASQUAY Ludovic s'est installé début 2015 sur 12,56 ha provenant de l'exploitation de son père, Henri PASQUAY, qui exploitait au total 17,88 ha ;

Considérant que parmi les 24,22 ha sollicités, 6,59 ha (parcelle ZD31 commune de CHERIGNE) ont fait l'objet d'une autre demande d'autorisation d'exploiter, formulée par le GAEC LEROUX (MM. LEROUX Bruno et Ludovic) à ASNIERES-EN-POITOU ;

Considérant que la demande du GAEC LEROUX représente un projet d'agrandissement d'exploitation (priorité 2-2 du SDDSA : autres agrandissements) ;

Considérant que parmi les 24,22 ha sollicités, 6,58 ha ont fait l'objet d'une autre demande d'autorisation d'exploiter, formulée par le GAEC L'ABREGEON (MM. DURGAND François, BOUTEILLER Dominique et Ludovic) à LUSSERAY ;

Considérant que la demande du GAEC L'ABREGEON représente un projet d'agrandissement d'exploitation (priorité 2-2 du SDDSA : autres agrandissements) ;

Considérant que la demande de M. PASQUAY Ludovic est prioritaire aux demandes du GAEC LEROUX et du GAEC L'ABREGEON, conformément au SDDSA (priorité 1-2 contre priorités 2-2) ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires ;

D E C I D E

Article 1er : D'autoriser M. PASQUAY Ludovic dont le siège social est situé à LOUBILLE à mettre en valeur 24,22 ha situés à CHERIGNE précédemment exploités par M. RENAULT Emile dont le siège social est situé à CHERIGNE.

Article 2 : Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Article 3 : Exécution : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

NIORT, le 10 septembre 2015

P/ Le Préfet et par délégation,
P/ Le Directeur Départemental des Territoires,
Le chef de l'unité Aménagement Rural
et Politique Foncière,

Fabrice SAGOT

Informations au demandeur :

- *Cette décision ne vous dispense pas de l'accord du propriétaire des terres.*
- *Cette autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.*
- *Par ailleurs, elle ne constitue pas une autorisation au regard des réglementations relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, à l'urbanisme, à la police de l'eau. En cas de création, accroissement de capacité ou regroupement d'ateliers d'élevage, le bénéficiaire devra se rapprocher des services chargés de l'application de ces réglementations.*

RAPPEL : En cas de mise en valeur de terres sans autorisation administrative d'exploiter, le Code Rural et de la Pêche Maritime (article L-331-7) prévoit dans un premier temps une mise en demeure de cesser d'exploiter, et dans un second temps une sanction pécuniaire d'un montant compris entre 300 et 900 € par hectare. Cette mesure peut être reconduite chaque année s'il est constaté que l'exploitation illégale se poursuit.